

RETRAITES Entretien avec Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière

« Nous ferons tout pour qu'ils reculent »

Le leader de FO estime l'augmentation de la durée de cotisations inefficace et stupide. Selon Jean-Claude Mailly, la politique de François Hollande n'est pas très différente de celle de Nicolas Sarkozy. Elle obéit à l'austérité européenne.

Dans quel état d'esprit rentrez-vous ?

Combatif... Je constate, lors de mes déplacements qu'il y a beaucoup d'insatisfactions sur le pouvoir d'achat, l'emploi et les retraites. Le tout dans un contexte peu brillant : le sur-saut de croissance est fragile et la politique d'austérité continue.

Et les gens que vous rencontrez sont-ils combatifs ?

Je ressens de la grogne et du mécontentement. On le mesurera le 10 septembre, mais je sens déjà qu'il y aura du monde. Nous sommes sur un volcan : on voit de la fumée, on sait que ça bouillonne sans savoir quand aura lieu l'éruption... Je ne suis pas vulcanologue, mais je sais qu'il faudra que ça sorte, ou socialement ou politiquement.

Qu'attendez-vous sur les retraites ?

Pour l'instant, nous n'avons que des pistes, des ballons d'essai. Il y a même tellement de ballons sur le terrain que nous ne savons plus dans lequel taper... Le plus grave est l'allongement de la durée de cotisation qui est stupide, dangereux et inefficace. Les jeunes générations se demandent si elles auront une retraite, ou alors à quel âge, parce que depuis vingt ans, les réformes se succèdent sur le même modèle. Et continuer d'allonger la durée



Jean-Claude Mailly. PHOTO AFP

de cotisation, c'est au fond la même chose que de repousser l'âge légal, cela conduit à partir plus tard en retraite. Si le gouvernement retient par exemple l'hypothèse de 44 ans de cotisation, cela veut dire qu'un jeune ayant commencé à travailler à 23 ans ne partira pas avant 67 ans ! Ce n'est pas acceptable.

Sauf si l'objectif du gouvernement est de faire plaisir aux marchés et à la Commission européenne.

Mais vous espérez vraiment faire reculer le gouvernement ?

Ah oui, nous ferons tout pour qu'il recule sur les points in-

ceptables en matière de retraites.

Vous défendez « la France du moindre effort » décrite par le nouveau président du Medef, Pierre Gattaz ?

M. Gattaz nous fait du patronat de combat, de lutte des classes ! Son credo, c'est l'ultralibéralisme : moins de contraintes, moins de charges... Si cela se confirme dans les prochaines négociations, cela veut dire que les relations vont se tendre avec le patronat.

Jean-Luc Mélenchon vient d'accuser François Hollande de mener « une politique de droite ». Vous êtes d'accord ?

Je ne rentre pas dans ces questions... Ce sont les syndicats, pas les partis, qui appellent à manifester. Et je me souviens qu'en 2010, dans les manifestations contre la réforme des retraites, il y avait des délégations du Parti socialiste... En revanche, je dis que la décision la plus importante de François Hollande est d'avoir renoncé à renégocier le traité européen : à partir du moment où l'on accepte cette logique, on rentre dans un entonnoir d'austérité dont la réforme des retraites est une conséquence. C'est pourquoi la politique menée par François Hollande n'est pas très différente de celle de Nicolas Sarkozy : elle obéit à la même logique européenne. ■

RECUEILLI PAR FRANCIS BROCHET